

<b>Rapport de contrôle de l'Inspection des Installations Classées</b>		
<b>Référence :</b> 20190730-RAP-AUR-RMCL-Vebret		
<b>Nom et adresse de l'établissement contrôlé</b>	<b>Code DREAL</b>	
Entreprise : RMCL Site carrière exploité au lieu-dit : « Champassis » Commune de : VEBRET	S3IC 0056-02042 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> C1 <input type="checkbox"/> C2 <input checked="" type="checkbox"/> C3 <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
<b>Activité principale :</b> Exploitation de carrière		
<b>Date du contrôle :</b> 30/07/2019		
<b>Inspecteur(s) :</b> Jean-Claude BOUDET		
<b>Type de contrôle</b>		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<b>Circonstances du contrôle</b>		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
<b>Thème(s) principaux du contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Situation administrative,</li> <li>• Mise en sécurité du site,</li> <li>• Suivi de l'exploitation et de la remise en état,</li> <li>• Surveillance des rejets aqueux et des retombées de poussières et des émissions atmosphériques,</li> <li>• surveillance et maîtrise ds bruits dans l'environnement,</li> <li>• Gestion des matériaux extérieurs recyclés sur site.</li> </ul>	
<b>Principale(s) installation(s) contrôlée(s)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zone d'extraction et de stockage</li> </ul>		
<b>Référentiel(s) du contrôle</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code de l'Environnement,</li> <li>• Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,</li> <li>• Arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-980 du 27 juin 2011.</li> </ul>		
<b>Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)</b>		
<b>Nom</b>	<b>Société</b>	<b>Qualité</b>
Mlle. Trontin	RMCL	Ingénieur
M. Gueret	RMCL	Directeur Technique des travaux
M. Gandboeuf	RMCL	Chef de carrière
<b>Copies</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE/Cellule xxx <input type="checkbox"/> Autre : <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Préfecture / DCPPAT / BEUP	

### **Contexte et principales constatations**

L'inspection a donné lieu d'une part à un contrôle administratif sur pièces (plans, registres...) et d'autre part à une visite de terrain partielle.

#### **Au titre du Code de l'Environnement et des textes ICPE (arrêté d'autorisation)**

- Voir la « fiche de suites de la visite d'inspection » annexée au présent rapport.

### **Suites données à l'inspection**

Écarts relevés ☒ Oui ☐ Non

Proposition de mise en demeure ☐ Oui ☒ Non

Proposition d'arrêté complémentaire ☐ Oui ☒ Non

#### **Commentaires :**

Compte tenu des constatations telles que mentionnées dans l'annexe précitée, une lettre de suite est adressée à l'exploitant pour lui confirmer les différents écarts, demandes et observations résultant de la visite du 30 juillet 2019, qui ont été portés à sa connaissance par oral le jour de la visite de l'établissement. Des actions correctives doivent être engagées permettant de traiter l'ensemble des non-conformités constatées le jour de l'inspection.

Celles-ci ne nécessitent pas en l'état de proposer à Madame le Préfet la signature d'un arrêté de mise en demeure pour rappeler à l'exploitant l'obligation de respecter les textes applicables. Cette suite administrative pourra être envisagée par l'Inspection des Installations Classées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

**Toutefois, il appartient à l'exploitant de résorber l'ensemble des non-conformités mentionnées dans l'annexe précitée. Le délai de résorption des écarts ou demandes formulés figurant sur ces documents ne saurait en rien exonérer l'exploitant de ses responsabilités.**

### **Pièces jointes**

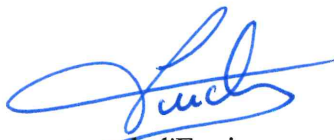
Annexe : Fiche de suites de la visite d'inspection au titre du Code de l'Environnement.

Rédigé le 05/08/2019 par  
J-C. BOUDET



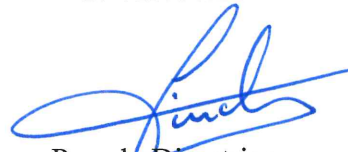
L'inspecteur de l'Environnement  
(spécialité Installations Classées)

Vérifié le 08/08/2019 par  
P. VINCHES



L'inspecteur de l'Environnement  
(spécialité Installations Classées)

Approuvé le 08/08/2019 par  
P. VINCHES



Pour la Directrice,  
le Chef de l'UiD  
délégué

<b>Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement</b> <b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	
<b>Unité inter-Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme</b> <b>13, Place de la paix</b> <b>CS 50712</b> <b>15007 – AURILLAC Cedex</b> <b>Tél. : 04.71.62.49.39</b> <b>Fax. : 04.73.43.15.99</b>	

<b>CARRIERES</b> <b>Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</b>  <b>Visite d'inspection du 30 juillet 2019</b> <b>Plate-forme industrielle située au lieu-dit « Champassis Sud »</b> <b>sur la commune de Vebret</b>  <b>Exploitant : Société RMCL (Routière Massif-Central Limousin)</b> <b>Lieu-dit « Champassis Sud »</b> <b>15240 VEBRET</b>  <b>Page : 1 de 13</b>	
---	--

ANNEXE I : FICHE DE SUITES DE LA VISITE D’INSPECTION

Lors de l'inspection de l'exploitation de carrière citée ci-dessus, ont été relevées des remarques, des écarts ou des écarts majeurs par rapport à la réglementation.

Il vous appartient de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour la mise en conformité spécifiée pour chacune d’elles. Il vous appartient également d'informer la DREAL des suites données par retour de courrier. Ce délai ne vous exonère pas de votre responsabilité.

N°	Prescriptions vérifiées		Justifications communiquées par l'exploitant	Contrôles réalisés et constatations résultant des investigations	Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et bilan
----	-------------------------	--	--	--	--

Arrêté préfectoral du 27 juin 2011 (API)

Nature de l'autorisation						
1	Article 2 – Nature de l'autorisation (AP1) et article 2 AP2		Aucune évolution n'est effective depuis l'octroi de l'autorisation. La carrière a connu une exploitation très modérée depuis plus de 5 ans et en aucun moment la capacité maximale autorisée n' a été atteinte ou dépassée. Les capacités de stockage de matières bitumineuses		La situation constatée le jour de la visite ne met en évidence aucune problématique particulière concernant le classement effectif du site. Pour ce qui est du concassage, la puissance déclarée apparaît largement suffisante. En effet, aucune installation de cette nature n'est présente à demeure sur le site. Il n'y a que des campagnes ponctuelles réalisées après acheminement d'une unité mobile dont la puissance s'avère largement	Pas de non conformité constatée le jour de la visite.
	Situation administrative de l'établissement.					
	Activités	Capacité	Rubrique	Régime		
	2510-1	Exploitation de carrière	53 000 t/an maximum 47 368 m <sup>2</sup>	A		

				effectivement mis en place sur le site sont largement inférieures à celles autorisées.	inférieure aux 615 kW mentionnés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral.  Les déclarations de bénéfices des droits acquis suite aux évolutions successives de la nomenclature ont apparemment été effectuées (2515, 2517, rubrique 4000...)	
1520-1	Dépôt matière bitumeuse	de	3 cuves de bitume de 80 t 4 cuves d'émulsion de 80 t soit au total 560 t	A		
2515-1	Concassage, de criblage de matériaux		615 kW	A		
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud			A		
2517-2	Station transit produits minéraux	de	Capacité totale : 75 000 m³ maximum	D		
2521-2.b centrale d'enrobage	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à froid		Capacité : 1400 t/j	D		
2915-2	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	de	Quantité d'huile thermique au niveau de la centrale d'enrobage à chaud : 2300 l	D		
Evolution, modification de l'exploitation. Porter à connaissance ? Déclaration d'antériorité 2515 ? Signalement rubrique 2517 ? Antériorité rubriques 4000....						



### Article 3 :AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

	Article 3.3 AP1 Clôture  Le pourtour du site est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace que l'on ne puisse pas franchir de manière involontaire (ronces artificielles, câble, grillage...). Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger que représente l'exploitation de la carrière est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Ces pancartes indiquent suivant le cas : DANGER-CARRIERE- INTERDICTION DE PENETRER- EBOULEMENT – CHUTE DE BLOC – TIR DE MINES...	L'emprise du site (y compris la plate-forme de production connexe non incluse dans le périmètre autorisé) est ceinturée par une clôture grillagée. Des panneaux de prévention des dangers sont disposés de loin en loin sur ladite clôture. Des opérations de surveillance de la présence et de l'état sont régulièrement effectuées. Un document de suivi et de traçabilités de ces interventions est renseigné.	Le site semble disposer d'une clôture solide et efficace sur l'ensemble de son périmètre. La communication directe entre la plate-forme de production et le périmètre carrière n'engendre pas de problème significatif dans la mesure où l'accès à la zone carrière n'est possible qu'à des personnels de l'entreprise RMCL ou sous son autorité.  Si la clôture ne semble présenter aucune non-conformité le jour de la visite de terrain, certains panneaux de prévention dégradés et illisibles doivent être toutefois remplacés.	<b>DEM 1 : L'exploitant doit maintenir en place des panneaux de prévention des dangers en nombre suffisant et en bon état sur l'ensemble du pourtour de l'emprise autorisée.</b>
3	Article 3,4 AP1 Plate-forme engins  Des aires étanches formant rétention et permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elles pourraient recevoir seront installées au niveau des sources de pollution potentielle en hydrocarbures et autres substances.  Ces plate-formes sont reliées à un ou plusieurs décanteurs récupérateurs d'hydrocarbures adaptés à la surface de l'aire et au débit des eaux susceptibles de le(s) traverser. Il(s) devra(ont) être capable(s) d'évacuer un débit minimal de 45 litres par heure et par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement d'hydrocarbures.	Le site est équipé d'une plate-forme étanche bétonnée, mise en place à proximité de l'atelier situé sur la plate-forme de production. Cet équipement est relié à un point bas, récupérant l'ensemble des eaux. Ces eaux sont ensuite dirigées vers un bassin de décantation dont les eaux de surverse transitent par un autre séparateur avant rejet dans le milieu.	La visite de terrain permet de constater la bonne réalisation des aménagements décrits par l'exploitant. En outre, la plate-forme de production (centrale d'enrobage, atelier...) est équipée de 5 séparateurs d'hydrocarbures mis en place en divers points du périmètre. L'ensemble des eaux récupérées par ces ouvrages et les eaux de ruissellement sont dirigées vers un ultime bassin de rétention, et de décantation situé à l'angle Sud-Ouest de l'emprise de l'ensemble de l'établissement (bureau, atelier et parkings). En outre, toutes les eaux en provenance de l'emprise carrière et plate-forme de production transitent par un premier bassin de rétention situé à proximité des bâtiments de stockage des sables avant d'être dirigées vers l'ultime bassin précité.	<b>Pas de non conformité constatées le jour de la visite.</b>

4	<p>Article 3.6 AP1 Eaux Pluviales</p> <p>La totalité des eaux de ruissellement de la zone d'extraction et d'activités sera collectée au niveau inférieur du site dans un bassin de décantation de 250 m³ pour la première phase d'exploitation. Un surcroît de stockage de 300 m³ sera ajouté au cours de la deuxième phase. Les normes de rejets précisées à l'article 9-5 devront être respectées.</p>	Cf point 3 précédent.	Cf point 3 précédent.	Cf point 3 précédent.
---	--	-----------------------	-----------------------	-----------------------

#### Article 5 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION

5	<p><b>Article 5.3 AP1 – Extraction</b></p> <p>L'exploitation nécessaire à la création de la plateforme d'activités industrielles sera conduite suivant un gradin d'une hauteur maximale de 15 mètres.</p> <p>L'extraction est réalisée à ciel ouvert et à sec, par abattage avec utilisation d'explosifs suivant des tranches parallèles au front, et à l'aide d'engins mécaniques terrestres.</p> <p>Elle progressera suivant les orientations proposées dans l'étude d'impact (trois phases quinquennales).</p> <p>Le gisement sera exploité jusqu'à la cote NGF 499 m.</p> <p>Le sous-cavage est interdit. [...]</p> <p>L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes.</p> <p>La production correspondant aux matériaux extraits sur le site est limitée à 53 000 t/an. Au cas où l'exploitant prévoirait de dépasser ce seuil, il devra en faire la déclaration préalable au Préfet.</p>	<p>La zone d'exploitation actuelle n'a engendré la formation d'aucun front de plus de 15 mètres.</p> <p>Le dernier tir d'explosif a été effectué il y a plus de 5 ans.</p> <p>Aucun dépassement du volume d'extraction annuel figé dans l'autorisation n'a été réalisé depuis la délivrance de l'autorisation.</p> <p>En substance, l'autorisation carrière permettra à terme de décaisser le terrain existant d'une profondeur maxi comprise entre 10 et 15 mètres et de laisser place à une plate-forme de production et de stockage.</p>	<p>Il n'est pas constaté la présence de front de taille de hauteur excessive le jour de la visite de terrain.</p> <p>Le relevé topographique reporté sur le plan d'exploitation de décembre 2018 ne laisse paraître aucun point en dessous de la côte maximale d'extraction fixée dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>La situation semble conforme par rapport aux exigences auxquelles l'exploitant doit répondre, excepté le défaut de dispositifs de sécurité adhoc de nature à protéger la partie sommitale du front de taille surplombant la plate-forme de production (pas de merlon ou d'enrochement, pas d'accès interdit à la zone).</p>	<p><b>ECART 1 : L'exploitant doit protéger efficacement ou interdire l'accès des zones identifiées comme présentant des dangers particuliers (chute, renversement...) et aménager et signaler les modalités de travail et de circulation sur et auprès des zones de verse.</b></p>
---	--	---	---	--

6	<p>Article 5.6 AP1 et 16 bis AM 22/09/1994</p> <p>Les installations de stockage de déchets inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer la stabilité des stocks et à prévenir de toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état du site ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de</li> </ul>	<p>Aucun plan de gestion des déchets inertes issus du fonctionnement de la carrière n'est élaboré.</p>	<p>Aucun document correspondant aux termes d'un plan de gestion des déchets inertes issus du fonctionnement de la carrière n'a pu être présenté en séance.</p>	<p><b>ECART 2 : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes issus du fonctionnement de la carrière en conformité avec les termes réglementaires. Ce document doit reporter l'ensemble des éléments énumérés à l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral autorisant le site ainsi qu'à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.</b></p>
---	---	--	--	---

	<p>prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li><li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées .</p>											
7	<p>5.7 Matériaux ou déchets inertes extérieurs amenés sur le site pour recyclage</p> <p>Les matériaux ou déchets inertes provenant de l'extérieur amenés sur le site pour recyclage ne doivent pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux superficielles et souterraines. Lorsque les matériaux ou déchets inertes sont stockés sur le site, l'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>Les matériaux ou déchets admissibles sont énumérés dans le tableau ci-après.</p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des matériaux ou déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.</p> <table><tr><th>CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (décret n° 2002-540)</th><th>CODE (décret n° 2002-540)</th><th>DESCRIPTION</th><th>RESTRICTION S</th></tr><tr><td>17 Déchets de construction et de démolition.</td><td>17 01 01</td><td>Bétons.</td><td>Uniquement de déchets de construction et de démolition</td></tr></table>	CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (décret n° 2002-540)	CODE (décret n° 2002-540)	DESCRIPTION	RESTRICTION S	17 Déchets de construction et de démolition.	17 01 01	Bétons.	Uniquement de déchets de construction et de démolition	<p>Une procédure est mise en place et connue des salariés affectés à la plate-forme de production.</p> <p>Les matériaux en provenance de l'extérieur sont acheminés sur le site exclusivement à des fins de recyclage et aucunement utilisés pour du remblaiement.</p> <p>La quasi-totalité des entrées provient des chantiers de la société RMCL en propre.</p> <p>Les documents de suivi et de contrôle sont réalisés sous forme informatique.</p>	<p>Une procédure d'accueil des matériaux inertes en provenance de l'extérieur est mise en place et semble correctement maîtrisée par le personnel de l'établissement.</p> <p>Un document de suivi des entrées, sous forme d'un tableau informatique, est présenté en séance. Ce document comporte les éléments nécessaires et suffisants.</p> <p>Des tests d'absence de goudrons et d'amiante sont réalisés sur les matières bitumineuses qui représentent l'essentiel des acheminements et sont tracés, au même titre que les différents contrôles visuels, sur le document de suivi précité.</p> <p>Dans la mesure où les matériaux sont générés par les chantiers de la société RMCL et contrôlés en premier lieu sur le chantier de départ, il n'y a à ce jour aucun refus enregistré à l'entrée du site.</p> <p>Lors de la visite de terrain, il est constaté sur l'aire de stockage située à la limite Nord du site la présence d'une importante quantité de</p>	<p>Pas de non conformité constatée le jour de la visite.</p>
CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (décret n° 2002-540)	CODE (décret n° 2002-540)	DESCRIPTION	RESTRICTION S									
17 Déchets de construction et de démolition.	17 01 01	Bétons.	Uniquement de déchets de construction et de démolition									

17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 02	Briques.	triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 03	Tuiles et céramiques.	Uniquement de déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques.	Uniquement de déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 03 02	Mélanges bitumineux.	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.
17. Déchets de construction et de démolition.	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.
20. Déchets municipaux.	20 02 02	Terres et pierres.	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation

[...] Les déchets d'enrobés bitumineux font l'objet d'un test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Les résultats de ce test seront indiqués sur le document préalable à la livraison.

matériaux bitumineux en attente de recyclage (en provenance pour partie d'un important chantier routier). Le reste des apports correspond à une quantité restreinte de bétons, pierres et terres.



	<p>Tout matériau ou déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel est réalisé lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de matériaux ou déchets non autorisés.</p> <p>En cas d'acceptation sur le site, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des matériaux ou déchets. En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des matériaux inertes ou déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;</li> <li>l'origine et la nature des matériaux ou déchets ;</li> <li>leur volume (ou la masse) ;</li> <li>le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>le cas échéant, le motif de refus d'admission</li> </ul> <p>Ce registre est conservé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>			
--	---	--	--	--

#### Article 10 : Pollution des eaux

8	<p>Article 9.1 : Prélèvement d'eau</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les indications affichées par ces dispositifs sont relevées tous les mois et inscrites dans un registre ouvert à cet</p>	<p>L'établissement est alimenté par le réseau public.</p> <p>En ce sens, il n'y a aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel.</p>	<p>Seules des eaux en provenance du réseau public sont utilisées sur le site.</p> <p>En ce sens, le relevé de consommation correspond aux éléments de facturation transmis par le fournisseur.</p> <p>Toutefois, il est conseillé à l'exploitant de mettre</p>	<p>Pas de non conformité constatée le jour de la visite.</p>
---	--	---	--	--

	effet. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.			en œuvre un dispositif permettant de quantifier la consommation propre à son unité de production notamment la centrale d'enrobage.	
9	<p>Article 9-3 : eau de procédé des installations</p> <p>Il n'y a pas d'utilisation d'eau industrielle sur le site, à l'exclusion des moyens mis en place pour l'abattage des poussières.</p> <p>En cas de raccordement au réseau public de distribution d'eau, ce raccordement devra être muni d'un dispositif anti-retour conforme à la réglementation en vigueur.</p>	<p>Aucune eau industrielle n'est générée sur le périmètre carrière.</p> <p>La centrale d'enrobage utile dans son procédé de fabrication de l'eau en provenance du réseau public.</p> <p>Une vanne de protection est en place sur la canalisation d'arrivée d'eau à l'entrée du site.</p>	<p>Il est constaté la présence d'une vanne de disconnection sur la canalisation d'alimentation en eau du site.</p> <p>Cet organe semble assuré la protection du réseau par un dispositif anti-retour.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit s'assurer de la conformité de ladite vanne par rapport aux exigences réglementaires en vigueur et effectuer des tests de bon fonctionnement réguliers.</p>	<p><b>DEM 2 : L'exploitant doit réaliser des tests réguliers de bon fonctionnement de la vanne de disconnection disposée sur l'arrivée d'eau du réseau public. En outre, il lui appartient de s'assurer de la conformité et de l'efficacité de cet équipement.</b></p>	
10	<p><b>Article 9-4 : Qualité des effluents rejetés</b></p> <p>Les eaux récupérées sur la plate-forme étanche utilisée pour le ravitaillement et le petit entretien, sont collectées dans un dispositif suffisamment dimensionné pour assurer une récupération totale pour leur traitement dans un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Les eaux pluviales sont maintenues gravitairement sur le site dans un ou plusieurs bassins de décantation comme spécifiés à l'article 3-6 du présent arrêté. La capacité minimale de décantation des bassins est maintenue par un curage régulier. Les boues sont utilisées pour la remise en état du site en prenant les dispositions nécessaires pour limiter l'entraînement des fines et assurer la préservation du milieu, ou évacuées si elles présentent des concentrations importantes en substances métalliques. De plus, les fossés de rejet seront équipés de seuils afin de limiter la vitesse d'écoulement et améliorer la décantation. [...]</p> <p><b>Article 9.5 : Contrôle</b></p> <p>Intervention d'un organisme agréé à fréquence annuelle sur paramètres AM 1994</p>	<p>Cf point 3 du présent rapport</p> <p>Il existe un seul point de rejet d'eau vers le milieu extérieur pour l'ensemble de l'établissement, zone atelier, bureaux, parking salariés et véhicules et engins de l'entreprise compris.</p> <p>Ce rejet a fait l'objet d'une analyse en avril 2019 par la société « Wessling ».</p>	<p>Cf point 3 du présent rapport</p> <p>Le rapport de l'organisme de contrôle est présenté en séance.</p> <p>Ce document ne met en évidence aucun dépassement par rapport aux valeurs seuils d'émissions fixées par la réglementation.</p> <p>Le contrôle de l'ensemble des paramètres réglementairement imposés a été effectué.</p>	<p>Cf point 3 du présent rapport</p> <p>Pas de non conformité constatée le jour de l'inspection.</p>	

Article 11 : POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES															
11	<p>Article 10.5 : Emissions diffuses et envol de poussières</p> <p>Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos.</p> <p>Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.</p>	<p>Les stockages extérieurs sont composés de matériaux de bonne cohésion (matériaux bitumineux) ou de granulométrie suffisantes pour n'être à l'origine d'aucun envol.</p> <p>Les sables sont stockés sous abri et les éventuels fillers en silos.</p>	<p>La visite de terrain ne met en évidence aucun manquement concernant les modalités observées pour éviter et prévenir des envols de poussières.</p>	<p>Pas de non conformité constatée le jour de l'inspection.</p>											
12	<p>Article 10.7 : Caractéristiques et valeurs limites Centrale d'enrobage à chaud : 160t/h ; combustible fuel lourd ; traitement des effluents par dépoussiéreur à tissu filtrant.</p> <p>Hauteur de cheminée mini : 13 m ;</p> <p>Débit brut maxi (273 kelvins et 101,3kpa de pression) : 45 000 Nm3/h ;</p> <p>Vitesse d'éjection maxi : 8m/s</p> <p>VL des concentrations à respecter à teneur O2 ramenée à 17 % et mesures usg gaz humides</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées mg/Nm³</th></tr><tr><td>poussières</td><td>50</td></tr><tr><td>Dioxyde de soufre (SO₂)</td><td>300</td></tr><tr><td>Dioxyde d'azote ( NO₂)</td><td>380</td></tr><tr><td>Somme des 8 HAP réglementés (1)</td><td>0,1</td></tr></table>	Paramètres	Concentrations instantanées mg/Nm³	poussières	50	Dioxyde de soufre (SO₂)	300	Dioxyde d'azote ( NO₂)	380	Somme des 8 HAP réglementés (1)	0,1	<p>Un contrôle des émissions atmosphériques générées par l'unité de fabrication de l'enrobé a été réalisée en juillet 2018 par un organisme extérieur, en l'occurrence la société DEKRA.</p>	<p>Le rapport de contrôle de la société DEKRA, suite à son intervention sur site le 21 juin 2018, est présenté en séance.</p> <p>Il est noté au point 2.2 du rapport fourni en séance que la mission de l'organisme a été réalisée hors cadre réglementaire et ne porte en aucun cas sur la conformité de l'établissement par rapport aux exigences qu'il se doit de satisfaire.</p> <p>Hormis une vitesse excessive des gaz d'éjection, les concentrations et le flux des différents paramètres réglementaires mesurés semblent satisfaisants.</p>	<p><b>DEM 3 : L'exploitant doit faire effectuer par un organisme agréé un contrôle des rejets atmosphériques. Les résultats obtenus sont accompagnés des commentaires de l'exploitant, ou d'un tiers désigné par ses soins pour le représenter, sur la conformité ou pas de son installation par rapport aux normes de rejet qu'elle doit respecter.</b></p> <p><b>Ces opérations sont renouvelées à fréquence annuelle.</b></p>	
Paramètres	Concentrations instantanées mg/Nm³														
poussières	50														
Dioxyde de soufre (SO₂)	300														
Dioxyde d'azote ( NO₂)	380														
Somme des 8 HAP réglementés (1)	0,1														

	<div data-bbox="89 1480 204 2058"> <div>Composés Organiques Volatiles non méthaniques</div> <div>80</div> </div> <div data-bbox="204 1480 544 2058"> <p>(1) Hydrocarbures aromatiques polycycliques selon la définition de la norme NF X 43-329 : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(g, h, i)pérylène, indénol(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329.</p> <p>Valeurs limites des flux polluants rejetés</p> <table border="1"> <tr> <td>Flux</td><td>kg/h</td></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>2</td></tr> <tr> <td>Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)</td><td>18</td></tr> <tr> <td>Dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>)</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Somme des 8 HAP réglementés (1)</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Composés Organiques Volatiles non méthaniques</td><td>3</td></tr> </table> <p>Contrôle des effluents réalisé par un organisme agréé à fréquence annuelle</p> </div>	Flux	kg/h	Poussières	2	Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	18	Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	10	Somme des 8 HAP réglementés (1)	0,1	Composés Organiques Volatiles non méthaniques	3
Flux	kg/h												
Poussières	2												
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	18												
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	10												
Somme des 8 HAP réglementés (1)	0,1												
Composés Organiques Volatiles non méthaniques	3												

	collecteurs de précipitation ou par des plaquettes de dépôt dont l'implantation et l'exploitation sont conformes aux normes en vigueur (respectivement NF X 43-006 et NF X 43-007). Des mesures seront effectuées annuellement en période estivale sèche et en fonctionnement représentatif des installations. Les résultats des mesures des retombées de poussières sont consignés dans un registre qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. L'implantation et l'exploitation de ce réseau sont à la charge de l'exploitant. Des premières mesures de retombées de poussières dans l'environnement seront effectuées dans les 9 mois qui suivent la signature du présent arrêté et dans les conditions définies ci-dessus.		Bien qu'aucun dépassement des valeurs seuils ne soit mis en évidence, il est rappelé à l'exploitant que ce type de contrôle doit être réalisé à fréquence annuelle, sur une période de fonctionnement significatif de l'établissement et en période estivale.	
--	--	--	---	--

Article 11 : BRUIT

14	Conformité de l'établissement par rapport aux exigences de l'arrêté ministériel modifié	Une campagne de mesure des émissions sonores a été réalisée en septembre 2016.	<p>Une mission de contrôle des émissions sonores en provenance du site a été confiée à la société PRONETEC en septembre 2016.</p> <p>Le rapport associé est présenté en séance. Il n'est mis en évidence aucune non conformité par rapport aux valeurs limites fixées par la réglementation.</p> <p>Toutefois il est rappelé à l'exploitant que ce contrôle doit être renouvelé tous les ans sauf en cas de réadaptation de la fréquence après demande expresse et accord du Préfet.</p>	<p><b>DEM 5 : L'exploitant doit effectuer un contrôle des émissions sonores générées par son établissement tous les ans.</b></p> <p><b>Cette périodicité ne peut être modifiée qu'après demande motivée et accord du préfet du département.</b></p>
----	---	--	--	---

Article 21 : SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT

15	<p>L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera</li> </ul>	<p>Un plan d'exploitation est réalisé à fréquence annuelle.</p> <p>Le dernier relevé de situation date de décembre 2018.</p>	<p>Un plan d'exploitation est présenté en séance. Ce document fait suite à un relevé de terrain effectué en décembre 2018.</p> <p>L'élaboration est faite en interne.</p> <p>Le plan présenté comporte l'ensemble des renseignements réglementairement exigibles.</p>	<p>Pas de non conformité constatée le jour de la visite.</p>
----	---	--	---	--



	<p>repérée),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours.</p> <p>Cette mise à jour concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emprise des infrastructures (bassin de décantation - pistes - stocks),</li> <li>- les surfaces défrichées à l'avancement,</li> <li>- le positionnement des fronts,</li> <li>- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),</li> <li>- l'emprise des zones remises en état,</li> <li>- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.</li> </ul> <p>Les surfaces de ces différentes zones ou emprises sont consignées dans une annexe à ce plan, de même que le calcul des volumes extraits. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière sont mentionnés.</p> <p>Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>			
--	--	--	--	--